

RÉANIMONS NOTRE DÉMOCRATIE

Le pouvoir au peuple : destitution et référendum !

Au commencement étaient les gilets jaunes, mouvement populaire exprimant une aspiration à vivre décemment de son travail et être considéré pleinement comme citoyens et citoyennes. À cette aspiration, le président de la République n'a pas répondu. Au contraire. Covid, guerre en Ukraine, obsession pour l'Union européenne et réforme des retraites ont confirmé une pratique autoritaire et cruelle du pouvoir. Or...

« La démocratie, c'est le gouvernement du peuple exerçant
la souveraineté sans entrave »

Charles de Gaulle en 1942

Notre souveraineté populaire est morte avec lui. Réanimons-la !

Aujourd'hui, la démocratie s'est évaporée, notre souveraineté a été confisquée. Où allons-nous donc ? Vers un fédéralisme européen toujours plus affirmé par un pouvoir qui ne nous écoute pas. Nous n'avons pas choisi cette voie ! En 2005, les Françaises et les Français refusaient le traité établissant une constitution européenne. Jacques Chirac avait défendu ce traité. Il est resté malgré le désaveu.

Certes, en 1992, le peuple français s'était prononcé en faveur du Traité de Maastricht, mais du bout des lèvres. 30 ans après, il est temps de remettre sur la table la pratique d'une démocratie vivante pour reconstruire le projet européen, car la promesse d'épanouissement des peuples n'a pas été tenue. Pire, le covid a montré les liaisons dangereuses qui existent entre l'UE et notre pays (lobbies, dirigeants corrompus).

Puis la guerre a fait son retour, nourrie par une corruption systémique (Zelensky cité dans les "Pandora papers"), encouragée par l'impérialisme (tant russe qu'américain et européen).

La France est sous emprise. Sortons-en !

Depuis la survenue du covid, la France est sous emprise, au sens psychologique du terme. Nous avons accepté l'inacceptable. Des médecins empêchés de prescrire, de soigner ; nos enfants masqués à l'école, ravalant leur dioxyde de carbone ; des soignants & soignantes suspendus pendant plus de 600 jours, ne percevant plus de salaire, n'ayant droit ni aux allocations chômage ni de travailler ailleurs qu'à l'hôpital pendant leur suspension ; un passe sanitaire, qui "ne devait pas être" selon les propos même du chef de l'Etat en avril 2020, puis un passe vaccinal instaurant une discrimination indigne du pays des Droits de l'Homme et du Citoyen ; des jeunes et des adultes "non-vaccinés" privés de sport et de culture.

Et la guerre est revenue. Emmanuel Macron a fait de notre pays un fournisseur d'armes, la France devenant nation co-belligérante sans que le Congrès ne soit réuni, encore moins le peuple consulté.

La gestion de la crise covid, guidée par les modélisations catastrophistes, a abouti au creusement abyssal de la dette publique, à une création monétaire conduisant inéluctablement à une hyper-inflation.

Le prix de l'énergie s'est envolé, mettant en grave difficulté nombre d'artisans, commerçants et collectivités. La sortie du marché européen de l'énergie était possible, d'autres pays l'ont fait, des capitaines d'industrie l'ont conseillée (Henri Proglio, Loïc Le Floch-Prigent). Le chef de l'État s'est obstiné, préférant la politique du chèque, aggravant la dette de notre Etat, et l'affrontement plutôt que la paix et l'humanitaire.

Dans la même année, la réforme des retraites a été présentée. Des millions de Françaises et de Français s'y sont opposés, s'exprimant dans les sondages et dans la rue, massivement. En vain ! Le mépris du peuple a atteint son apogée.

Pour y mettre fin, l'union des forces de résistance au pouvoir autoritaire, sourd et méprisant est nécessaire.

Nous appelons tous les groupes, mouvements & individus épris de démocratie, de justice et de liberté à signer ce manifeste et rejoindre le mouvement "*Réanimons notre démocratie*", qui défendra jour après jour la souveraineté du peuple telle que définie dans la Constitution en ses articles 2 et 3.

De la Souveraineté

- Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. - La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

La France dans un monde multipolaire

L'impérialisme américain décline. Le monde multipolaire survient. Le début de la dédollarisation de l'économie mondiale en est un signe. Qui veut bien le voir verra aussi que les BRICS s'affirment. L'Europe doit se dévassaliser pour ne pas faire le jeu de l'impérialisme américain, suicidaire, et gagner son indépendance grâce à la force de ses nations œuvrant en coopération.

Eamon de Valera, chef d'Etat irlandais, héros de la guerre d'indépendance, à De Gaulle le 17 juin 1970 : « Quand j'étais en Amérique, il y a longtemps, j'ai dit qu'il fallait souhaiter les Etats-Unis d'Europe ; puis je suis rentré chez moi. J'ai réfléchi et j'ai mesuré mon erreur. Aucun individu ne peut renoncer à sa personnalité. Il en est de même pour une famille et pour une nation. » De Gaulle répond : « C'est tout à fait ce que je pense. »

dans *Charles de Gaulle*, de Eric Roussel

Animée par la reconnaissance de la particularité de chaque nation, la France peut s'inscrire dans une confédération européenne.

Nous proposons de réorienter la construction européenne dans le sens d'une Europe des nations libres et souveraines, selon l'idée défendue par le général De Gaulle, qui employait la formule bien connue : « L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural ».

Agissons ensemble pour :

- La destitution d'Emmanuel Macron (cf. article 68 de la Constitution), appuyée sur la prise en compte du résultat du 1er tour de la présidentielle de 2022 et sur ses manquements aux obligations constitutionnelles

Élu avec 38 % des inscrits, nous affirmons qu'Emmanuel Macron n'est pas légitime. Il est le président d'une minorité, la plus importante certes, mais non représentative de l'ensemble du peuple français.

Le seul résultat de la présidentielle de 2022 qui vaille est le résultat du 1er tour lors duquel 25 millions de Françaises et de Français ont voté pour un autre candidat, dont 15,8 millions pour deux candidats qui réunissaient en conséquence plus de 20 % des suffrages, contre 9,8 millions pour Emmanuel Macron

- Le rétablissement d'une démocratie digne de ce nom par la réhabilitation du référendum et la représentativité d'une très large majorité de Français,

- La redéfinition de la légitimité issue des urnes, qui doit s'appuyer sur une majorité, elle-même redéfinie dans sa nature et, surtout, dans ses obligations vis-à-vis du peuple qui l'a

constituée,

- La sortie du marché européen de l'énergie
- La construction d'une Europe des nations libres et souveraines, qui coopèrent.